

Communiqué de presse

« JEUNES D'AVENIRS » : 4^e ÉDITION DU SALON FORMATION / EMPLOI DES 16-25 ANS SANS DIPLÔME À BAC+5

L'ÉTAT MOBILISÉ EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES JEUNES



Le salon « Jeunes d'avenir » 2017 accueillera, le jeudi 18 mai, plus de 7 000 jeunes en recherche d'orientation ou d'emploi au stade Pierre-Mauroy à Villeneuve d'Ascq. À cette occasion, les services de l'État se mobilisent pour accompagner les jeunes en recherche d'orientation ou d'emploi.

Seront notamment présents Pôle emploi, la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte), la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), la Police nationale, la Gendarmerie nationale et les acteurs du service public de l'emploi en région (missions locales, écoles de la deuxième chance, établissements pour l'insertion dans l'emploi...).

Le salon, consacré à la formation et à l'emploi, propose aux jeunes de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés de trouver « leur solution » pour accéder à l'emploi : il leur offre l'opportunité de faire le point sur leurs acquis scolaires et compétences professionnelles, de s'informer sur les dispositifs de formation et d'aide à l'emploi, de découvrir les métiers et les secteurs professionnels qui recrutent quel que soit le niveau d'étude, d'apprendre à rechercher un emploi (CV, Internet, entretien d'embauche...).

L'édition 2016 du salon avait rencontré le succès en région Hauts-de-France : plus de 7 000 jeunes présents, près de 20 000 emplois accessibles, 80 partenaires entreprises et branches professionnelles ainsi que 300 professionnels bénévoles qui ont accompagné ces jeunes.

Pour l'édition 2017, la Direccte présentera sur son stand les différents dispositifs d'aides à l'emploi (contrats aidés, titres professionnels...) ainsi que le compte personnel d'activité (CPA). Sur le stand de la DRJSCS, les jeunes recevront des conseils personnalisés pour les aider à définir leur projet de formation ou d'emploi, dans les secteurs de l'animation et du sport. Ils pourront également s'informer, auprès de la DDCS, sur les modes d'engagement, notamment le service civique.

La direction zonale au recrutement et à la formation de la Police nationale, renseignera les jeunes sur les recrutements en cours (adjoint de sécurité, gardien de la paix...), les différentes missions de soutien (réserve opérationnelle...) et apportera des conseils de préparation aux concours.

Le centre d'information et de recrutement de la Gendarmerie de Lille informera les candidats sur les différents métiers et statuts existants. Il présentera les recrutements en cours (gendarme adjoint volontaire, sous-officier de gendarmerie et du corps de soutien...) et à venir (officier de gendarmerie et du corps technique et administratif, classe préparatoire intégrée, réserviste...).

L'État est plus que jamais mobilisé, avec tous les acteurs régionaux- pour l'emploi, en particulier celui des jeunes qui est un des axes majeurs de la [stratégie régionale pour l'emploi \(SRE\) 2016-2018 en Hauts-de-France](#). Notre région est en effet touchée de plein fouet par le chômage et en particulier celui des jeunes : ils rencontrent plus de difficultés qu'ailleurs pour accéder à leur premier emploi.

En 2016, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a reculé de 7 %, contre -0,5 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, signe de l'intensification de la politique d'emploi pour que la jeunesse puisse s'insérer durablement dans le marché du travail.

De nombreuses mesures pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

En 2016, l'État a mobilisé plus de **58 600** emplois aidés pour les jeunes en Hauts-de-France : **49 600 contrats uniques d'insertion** et **9 000 emplois d'avenir** ciblant tout particulièrement les jeunes peu qualifiés, permettant à des employeurs de mobiliser des jeunes motivés dans le cadre d'un contrat dont une partie du salaire est financée par l'État en leur proposant un véritable accompagnement dans l'emploi.

L'État a renforcé son action en faveur des **jeunes résidant dans les quartiers prioritaires** en mobilisant des moyens supplémentaires à l'occasion de leur embauche en entreprise. Il **finance** ainsi **45 % du coût du salaire** (sur une base SMIC). En 2016, **4 700 jeunes** ont bénéficié du dispositif **CIE Starter**, soit 30 % issus des quartiers prioritaires.

Le dispositif **garantie jeunes**, destiné à aider les jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité dans leur accès à l'autonomie et à l'insertion professionnelle a permis à près de **9 500 jeunes** de bénéficier d'un programme d'accompagnement et de multiplier les périodes d'emploi. Il a mobilisé **15 millions d'euros de crédits d'intervention**.

Sur la même période, **1 600 jeunes** sortis du système scolaire sans qualification ont intégré une des six **écoles de la deuxième chance** de la région pour alterner période de formation et immersion en entreprise. L'État a alloué plus de **2,3 millions d'euros** pour financer ces parcours au côté du conseil régional.

Enfin, grâce au soutien de l'Europe, l'État et le conseil régional ont lancé le programme européen « **initiative pour l'emploi des jeunes** » qui bénéficie d'une enveloppe de **136 millions d'euros** pour la région. Ces fonds concernent de nombreux jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Dans ce cadre, l'action de l'État est prioritairement orientée vers le soutien d'actions favorisant leur parcours vers une réelle autonomie, comme par exemple le projet *POP School*, l'école numérique pour tous (voir encadré).

POP School, l'école du numérique pour tous

POP School est une école numérique innovante située à Valenciennes et qui a répondu à l'appel à projets « Initiative pour l'emploi de jeunes » lancé en octobre 2015 par le Fonds Social Européen (FSE). Dans le cadre de l'appel à projet IEJ-FSE, POP School a proposé d'accompagner des jeunes de 18 à 25 ans sans emploi et sans qualification pour les former aux métiers du numérique. Double objectif pour ce projet : faire monter en compétences des jeunes socialement défavorisés (les « décrocheurs ») mais fortement motivés, tout en répondant aux besoins de recrutement des entreprises du secteur numérique local. Pour réaliser ce projet ambitieux, portant sur une période de réalisation 2015/2017, le FSE cofinance à hauteur de 92 % du coût total de l'opération. 100 jeunes ont été formés lors de la 1^{ère} promotion.